

Territoires (2) : quand les transitions citoyennes font cause commune

Jean CECH, 15 Février 2017



Deuxième reportage au cœur des territoires. Cette fois, c'est le Réseau Transition.be qui focalise notre attention. Plongée dans la genèse d'une dynamique locale citoyenne.

Notre précédent article : [Territoires \(1\) : TEPos et Pollec mobilisent les communes et les citoyens](#)

Le Mouvement de la Transition est né en Angleterre en 2007 et regroupe plusieurs milliers d'initiatives de transition dans plus de cinquante pays. Dans des contextes culturels très divers, ce qui suppose une nécessaire et large ouverture aux réalités locales. Le réseau Transition est un mouvement *bottom up* fonctionnant dans un esprit de co-construction et qui multiplie les convergences locales.

Objectif : faire percoler la promesse de transition à travers un soutien (coaching, formations, etc.) aux initiatives citoyennes qui la portent. Il s'agit globalement de ré-imaginer ensemble le monde de demain à travers des démarches concrètes de terrain.

Rencontre avec le [Réseau Transition.be](#).

Jean Cech (Renouveau) : Sur le terrain de la Transition, vous êtes un peu des touche-à-tout en somme ?

François-Olivier Devaux (Réseau Transition.be) : Si vous faites allusion à la diversité des thèmes de transition qui nous occupent – énergie, alimentation, économie circulaire, etc. -, je dirais oui. Mais nous ne sommes absolument pas dans l'improvisation et le dilettantisme. Chacun connaît localement les enjeux de son territoire et propose sa solution pour l'améliorer. La force du mouvement, c'est d'être constitué en réseau où toutes ces initiatives se retrouvent interconnectées entre elles et partagent leurs « recettes » – les bons tuyaux, les projets qui fonctionnent ou ne fonctionnent pas... - pour enrichir leur expertise. C'est donc effectivement un réseau très hétérogène, mais très agile, très organique, capable de fonctionner sans avoir véritablement un « pouvoir » central qui coordonnerait le tout. Notre réseau est une asbl qui se met au service des initiatives dans un esprit de résilience avec une volonté de se mettre en retrait dès qu'on n'a plus besoin de nous.

J.C. : Combien d'initiatives de transition se sont mises ainsi sous votre aile ?

F.O.D. : En Belgique francophone, elles sont actuellement 89, dont 75 initiatives citoyennes. En Flandre, elles doivent être une centaine. Des films comme « Demain » (NDLR : le documentaire de Cyrill Dion et Mélanie Laurent) ont eu à ce niveau un réel effet d'entraînement. Le nombre d'initiatives de transition a doublé en 2016. Leur point commun, c'est d'émaner de personnes qui sont conscientes des défis de notre société et de leur capacité d'agir concrètement à leur niveau dès aujourd'hui, même au départ de projets de petite envergure. Nous n'avons pas besoin d'une autorisation de nos dirigeants politiques pour passer à l'action. La RTBF a coordonné en juin 2016 une étude baptisée « [Transition Quoi ?](#) ». Il en ressort que 30%

des jeunes considèrent appartenir à la « Génération Transition » et qu'une proportion équivalente se sent complètement démunie et incapable de décrire le monde dans lequel elle souhaite se projeter.



J.C. : Comment ces porteurs d'initiative en viennent-ils à se tourner vers vous et comment vous y prenez-vous pour les soutenir ?

F.O.D. : Souvent, ils ne viennent pas directement vers nous au moment de se lancer. Mais en chemin, ils apprennent notre existence et nos activités via les réseaux sociaux. De sorte qu'au fil de leur évolution, ils en viennent à se tourner vers nous pour les aider à aller de l'avant : créer un événement pour attirer d'autres personnes susceptibles de rejoindre le projet. Ce travail d'émulation constitue une partie importante de notre mission. C'est assez typiquement de cette manière que la dynamique se met en place. Par contacts personnels lors d'une projection de film, par les réseaux sociaux, etc.

Nous préférons éviter que, lors de présentations publiques, le mouvement de la Transition ne soit présenté que par un membre de l'équipe de support (de l'asbl). Nous préférons que le mouvement soit présenté par ceux qui le vivent dans le même territoire.

Nous souhaitons que les rapprochements émergent naturellement d'une vision commune partagée lors de la projection d'un film ou d'un débat au cours duquel le projet est évoqué. L'objectif est d'amener des initiatives voisines à intervenir pour expliquer à leur tour leur projet et partager les points de vue. L'idée est de favoriser l'horizontalité du réseau et la circulation entre les initiatives.

J.C. : Comment canalisez-vous ensuite ces apports extérieurs ? Les porteurs de projet sont souvent très attachés à leur idée de départ...

F.O.D. : Il y a des intervenants qui sont naturellement portés vers l'action. Ils veulent immédiatement formaliser un projet – potager collectif, groupe d'alimentation, repair café,... Il y en a d'autres qui préfèrent prendre le temps de poursuivre la réflexion, pour que le groupe-noyau puisse mieux se connaître. Se donner le temps de rédiger une charte pour s'assurer que chacun adhère à la même vision initiale et aux valeurs communes. Dans la vie de l'initiative, l'énergie va constamment circuler entre ces deux pôles : l'action/la réflexion.

J.C. : Du coup, le porteur de l'initiative initiale qui était venu pour présenter son projet, peut s'en voir quasiment dépossédé ! En quelques réunions, son projet peut carrément changer d'envergure et presque de nature. Comment le vit-il ?

F.O.D. : On est dans le domaine du bénévolat. Les personnes elles-mêmes peuvent évoluer entre la première rencontre et la mise en place d'un projet plusieurs mois ou années plus tard. Nous croyons beaucoup aussi à l'idée de se changer soi, pour changer le monde. C'est vrai que le projet abouti peut différer de l'épure initiale. En chemin, il se peut parfaitement que la dynamique de groupe fasse émerger un autre projet tout différent qu'un participant a envie de prendre en charge avec d'autres. Cela se fait en général assez naturellement. Nous essayons d'apporter nos outils d'intelligence collective et de gouvernance pour permettre néanmoins au groupe de garder sa cohérence et d'avancer.



J.C. : Les différentes thématiques abordées – alimentation, énergie etc. - se prêtent-elles indifféremment à cette approche ?

F.O.D. : A la base du mouvement de la Transition, en 2007, il y avait les enjeux de notre monde actuel : la fin des énergies bon marché, les changements climatiques, les limites de la croissance. Ce *scope* s'est un peu élargi et amplifié en chemin. Si on retrouve par exemple, dans les initiatives de Transition qui nous ont rejoint, beaucoup de projets liés à l'alimentation, c'est parce que c'est une thématique très concrète qui touche tout un chacun. L'alimentation durable est au centre de nombreux enjeux et à la fois de notre quotidien à tous. Créer un potager partagé ou adhérer à des paniers locaux, c'est à la portée de chacun d'entre nous. Ici et maintenant. C'est très fédérateur aussi.

J.C. : Du coup, les initiatives liées à l'énergie durable ou à la mobilité, se retrouvent pour les mêmes raisons plus en retrait...

F.O.D. C'est vrai qu'au départ, les initiateurs du réseau s'étaient beaucoup investis sur les thématiques énergétiques à travers des enjeux comme le pic pétrolier, l'extrême dépendance de nos sociétés à la ressource pétrolière et l'impact induit sur notre vie future, ... Les plans de descente énergétique constituaient à l'époque un élément central du mouvement de la Transition. Mais il s'est avéré que c'était une démarche assez complexe et moins en phase avec le discours ambiant actuel d'un pétrole disponible à profusion et bon marché. Elle est dès lors aussi moins parlante et mobilisatrice pour les citoyens. D'où la tentation de décliner cette thématique dans des initiatives plus proches du quotidien comme les *repair café* ou l'auto partage. Les initiatives de descente énergétique seront aussi plus faciles à faire passer dès lors qu'on pourra mettre en avant plusieurs exemples concrets et probants chez nous. En ce sens, les acteurs du mouvement de Transition estiment aussi que le politique doit faire sa part de travail. Ils remplissent l'espace citoyen, et c'est déjà bien assez.

Ceci étant dit, la thématique de l'énergie reste au coeur de la Transition. Agir sur l'énergie, c'est agir sur le climat, c'est modifier notre relation à la consommation, à la sur-mobilité, à une notre hyperactivité, à notre rapport au temps, ...

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



J.C. : Cette attente vis-à-vis du monde politique n'est-elle pas en contradiction avec la crainte récurrente des mouvements citoyens de se voir sournoisement récupérés par les élus dès qu'une de leurs initiatives prend une certaine ampleur ?

F-O.D. : Nous voulons clairement que les politiques agissent plus, mais, dans le même temps, que les actions que nous nous efforçons de mettre en place gardent toute leur indépendance. Nous souhaitons créer du lien, des synergies, entre l'action publique et les actions citoyennes. Nous réfléchissons aux conditions à mettre en place pour lever les freins entre ces deux champs d'action. Les médias se plaisent souvent à relayer nos propositions quand nous critiquons le politique et soulignons notre conviction que le changement ne viendra pas du politique. Cependant, si nous voulons afficher notre côté « apolitique » – c'est-à-dire inféodé à aucun parti – nous ne sommes pas antipolitiques pour autant. Nous sommes conscients qu'arrivées à une certaine dimension, à une certaine masse critique, nos initiatives de Transition gagnent à collaborer avec l'univers politique pour aller de l'avant. C'est à mes yeux essentiellement une question de confiance. De cadre aussi, pour qu'on sache sans ambiguïté qui fait quoi. Ainsi, en termes de participation à la décision publique, les citoyens sont souvent demandeurs d'aller au-delà de la consultation.

J.C. : Comment s'attirer aussi la bienveillance, sinon la participation, des acteurs économiques ?

F-O.D. : Il est sûr que les citoyens entendent se réapproprié aussi le champ économique. Je crois là aussi que derrière ces acteurs, il y a des citoyens comme vous et moi. Et ce serait par ailleurs une erreur d'imaginer que les citoyens sont par essence foncièrement anticapitalistes et hostiles à l'économie de marché. Il y a au cœur de notre mouvement une volonté de résilience et elle passe nécessairement par un dialogue économique à travers une réflexion sur l'économie locale. On le voit par exemple sur le terrain des coopératives énergétiques, ou des supermarchés collaboratifs qui doivent s'intégrer dans un système économique existant.

J.C. : Le même raisonnement vaut-il également pour le monde agricole ?

F-O.D. : Bien sûr, ce sont des citoyens eux aussi. Des liens s'établissent tout naturellement avec les coopératives agricoles existantes. Le but n'est pas de réinventer systématiquement la roue.

J.C. : Quid des relations avec le monde de l'enseignement et de la culture ?

F-O.D. : Ils sont tous deux de plus en plus intéressés par notre réflexion sur le monde de demain. Et ils ont un rôle très important à jouer pour, notamment, fournir un cadre aux initiatives, une caisse de résonance. Avoir un lieu propre est une condition essentielle pour les initiatives de Transition. La difficulté, pour eux, c'est souvent d'admettre que la Transition ne démarre pas forcément d'une institution. Si elle ne démarre pas des citoyens, des habitants, elle va avoir du mal à se développer. En particulier au niveau des centres culturels, cette vision très *bottom-up* peut être assez déroutante.

Source URL: <http://renouvelle.be/fr/debats/territoires-2-quand-les-transitions-citoyennes-font-cause-commune>